

Affaires courantes

• (1540)

J'ai écouté attentivement la ministre responsable des questions féminines parler de son espoir de voir les femmes accéder aux échelons supérieurs de la direction des entreprises et entrer en plus grand nombre ici, à la Chambre des communes, et je crois pouvoir dire que nous sommes tous d'accord avec cela. Cependant, le dernier budget me fait douter de son sérieux. Ainsi, le projet de programme national de garderies promis lors de la campagne électorale de 1984 a été remis aux calendes grecques par ce budget.

Le gouvernement a déclaré qu'en matière d'équité salariale, il ne ferait aucun paiement rétroactif aux années antérieures à 1990. Il a annoncé qu'il éliminerait un programme d'allocations aux conjoints s'il nécessitait beaucoup plus de fonds fédéraux. Il a aboli le programme de contestations juridiques niant ainsi à beaucoup de femmes, entre autres groupes, la possibilité de faire respecter la charte. Il a réduit les fonds consacrés au logement social et au programme de logement coopératif, deux programmes sur lesquels beaucoup de femmes comptent. Les commissions royales d'enquête et les nouvelles lois ne suffisent pas lorsque les fonds manquent. De bonnes relations publiques et une mauvaise politique socio-économique ne sauraient suffire.

Mme Lynn Hunter (Saanich—Les Îles-du-Golfe): Quand les femmes se rassemblent de nos jours, c'est souvent pour parler de malheurs. Nous parlons de la violence et de la peur, de la violence contre nos sœurs, nos amies, nos mères, nos filles et nous-mêmes. Nous nous inquiétons pour les générations à venir. Aujourd'hui, cependant, pour la Journée internationale de la femme, je préfère rendre hommage à nos réalisations du passé, réfléchir aux rapports qui existent entre la vie des femmes et célébrer notre rôle dans la lutte incessante que nous menons contre la discrimination.

Les femmes ont dû lutter pour obtenir tous les droits dont elles jouissent. Je siége ici maintenant au Parlement, alors qu'autrefois j'aurais été privée du droit de vote. J'ai été inspirée par la première députée, Agnes Macphail, qui était membre d'un parti qui est devenu plus tard le Nouveau Parti démocratique. Alors que les journalistes citaient les discours de ses collègues, ils critiquaient la coupe de ses vêtements, ne se préoccupant que de son apparence. Tous les yeux étaient fixés sur elle, guettant l'erreur qui prouverait que les femmes n'étaient pas faites pour la politique.

Quand j'ai été élue la première fois, je pensais que les choses avaient changé, pourtant, nous continuons, en tant que députées, à être en butte au ridicule, et les journalistes s'attachent toujours à notre apparence. Nous prenons la parole à la Chambre des communes dans une multitudes de costumes.

Je voudrais aussi parler des commentaires de la ministre selon lesquels elle voudrait qu'il y ait 50 p. 100 de femmes à la Chambre des communes, et le porte-parole libéral l'a aussi applaudi. Je voudrais faire remarquer que le Nouveau Parti démocratique a pris les seules mesures possibles pour l'action positive qui encourageraient davantage de femmes à se porter candidates. C'était une décision difficile à prendre, mais mon parti a encore une fois montré l'exemple en essayant de faire participer les femmes à la politique du Canada.

La différence entre Agnes Macphail et moi réside dans le fait que, bien que je me sente souvent solitaire au Parlement, je n'y suis pas seule. Devant moi se trouve le siège du chef de mon parti, la première femme à diriger un important parti politique fédéral en Amérique du Nord. Quand je la vois prendre la parole et parler au nom des femmes de notre pays, je suis fière.

On a souvent tendance à poser aux femmes—et celles-ci présentes le savent fort bien—cette étrange question: «Est-ce que vous travaillez?» De tous temps, les femmes ont travaillé. Que ce soit s'occuper de la maison, mettre des enfants au monde, les élever, faire le ménage ou cuisiner. Que ce soit aux champs, comme esclaves, ouvrières ou fermières. Que ce soit encore au front, comme infirmières bien qu'autrefois, les femmes ne pouvaient devenir médecins sous prétexte, disaient les hommes, qu'elles ne pouvaient supporter la vue du sang. Elles ont travaillé aux côtés de leurs maris, en tant que commerçantes. A présent, elles montent leurs propres entreprises et réussissent mieux que les hommes bien qu'elles aient moins accès au crédit.

Il nous reste encore beaucoup de batailles à gagner. Ma collègue, la députée de New Westminster—Burnaby, a récemment proposé à la Chambre une motion visant à assurer des fonds suffisants pour la recherche sur la régulation des naissances et l'éducation. Sa motion a été rejetée par les députés conservateurs du Parlement.

Le Programme de contestation judiciaire a également été victime des réductions annoncées dans le dernier budget. Par cette décision, le gouvernement fédéral fait taire les femmes et les autres groupes défavorisés. Heureusement, le gouvernement de la Colombie-Britannique vient d'annoncer la semaine dernière qu'il